

Discours d'Elio Di Rupo sur la Constitution européenne (Bruxelles, 26 février 2005)

Légende: Le 26 février 2005 à Bruxelles, Elio Di Rupo, président du Parti socialiste francophone de Belgique, prononce devant les militants réunis en congrès un discours en faveur du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Source: Discours d'Elio Di Rupo au Congrès du Parti socialiste. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Parti socialiste, [18.05.2005]. Disponible sur http://www.ps.be/index.cfm?Content_ID=-1624719&R_ID=1035&Fed_ID=0&Critere=constitution.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_d_elio_di_rupo_sur_la_constitution_europeenne_bruxelles_26_fevrier_2005-fr-414f9b66-5f9d-4667-bb64-368625fb3218.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2012

Discours d'Elio Di Rupo sur la Constitution européenne (Bruxelles, 26 février 2005)

Camarades,

Je me réjouis de la qualité et de la vigueur des débats suscités ces dernières semaines dans nos assemblées et aujourd'hui ici au Congrès.

Le PS est le premier parti belge à débattre dans la clarté et la transparence. Tous les arguments ont pu être développés. Les pour et les contres. Les arguments techniques et politiques.

Je remercie très sincèrement celles et ceux qui s'y sont impliqués.

Je les remercie d'autant plus qu'il est vrai, expliquer en terme compréhensible, le projet de Constitution relève de la gageure.

Et pourtant, le débat sur le Traité constitutionnel européen est crucial. Il s'agit ni plus ni moins de notre avenir.

Sur la méthode:

Certains partenaires politiques n'ont en rien impliqué leurs membres et sympathisants dans le débat sur la Constitution.

Ils n'accomplissent aucun effort d'explication à l'égard de nos concitoyens.

Pourtant, ils veulent donner l'impression qu'eux seuls, sont les vrais démocrates.

Pour ça, ils proposent « d'organiser un référendum sur la constitution européenne ».

Permettez-moi deux réflexions :

1. Méfions-nous de ceux qui prétendent laver plus blanc que blanc ;
2. Gardons à l'esprit que ce qui pourrait sembler une évidence dans un autre pays constitue souvent un problème en Belgique.

La Belgique n'est pas tout à fait un pays comme les autres.

Les socialistes sont les premiers promoteurs de la démocratie participative. Nous voulons impliquer davantage les citoyens aux processus décisionnels.

Les socialistes sont en faveur des consultations populaires quand les circonstances le permettent.

Ces consultations peuvent d'ailleurs aider à prendre de bonnes décisions pour le pays, pour une région ou pour une commune.

Le PS est d'ailleurs demandeur de consultations populaires au plan régional comme à celui des provinces et communes.

Nous avons en ce sens déposé une proposition de révision de la Constitution pour rendre la consultation populaire possible au niveau des Régions.

Mais soyons clairs !

Ce que nous ne voulons pas, c'est enclencher un mécanisme de référendum en dehors de tout cadre

constitutionnel.

Ce que nous ne voulons pas, c'est enclencher un mécanisme de référendum pour des raisons purement symboliques.

Ce que nous ne voulons pas, c'est surtout enclencher un mécanisme qui ferait courir un danger à l'unité du pays.

Je serai direct : si l'objectif du VLD et du MR est de tester la sincérité du PS : pas de problème.

Nous sommes ouverts à une discussion sur une révision de la Constitution qui permettrait le recours à la consultation populaire au niveau fédéral dans des conditions bien définies. Nous ne voulons pas d'aventure aveugle !

Une fois habilitation constitutionnelle votée, nous pourrions faire un essai grandeur nature.

Demandons alors par exemple à toute la population du pays « voulez-vous garder la Belgique unie ? ».

La question serait claire et simple.

Tout le monde saurait de quoi on parle.

Le taux de participation serait vraisemblablement très haut et les femmes et hommes politiques ne pourraient pas tricher sur la portée exacte de la question.

Le PS dirait oui et surtout on connaîtrait la vérité sur le sentiment de nos amis flamands, ainsi que le sentiment de nos concitoyens bruxellois et wallons.

Cette approche nette et claire n'est hélas pas d'application dans le cas d'une éventuelle consultation sur le projet de Constitution européenne.

Le référendum en Espagne l'a montré.

Même avec le soutien de tous les responsables politiques, Zapatero en tête, plus de la moitié des Espagnols ne se sont pas déplacés pour voter !

Chez nous, en plus d'un grand désintérêt que l'on peut regretter, nous devons faire face à des forces centrifuges qui veulent déchirer le pays par petits pas hypocrites.

Ces forces centrifuges qui empoisonnent par petites doses successives la vie politique du Royaume.

Ces partisans de la déchirure du pays n'oseraient pas poser la question claire de l'avenir du Pays comme je la formule.

En revanche, ces forces destructrices vont profiter d'un sujet – hélas – complexe, la constitution européenne, pour envenimer le climat dans notre pays.

Elles parleront de la Turquie, des Balkans, des délocalisations.

Elles vont brandir des menaces et créer une atmosphère de peur.

Le risque est qu'on parle de tout... sauf de la portée exacte du projet de Constitution européenne.

Ce risque, dans l'intérêt du pays et de nos concitoyens, en particulier dans l'intérêt des Bruxellois et des Wallons, le PS veut l'éviter.

Le PS invite d'ailleurs les boutefeux à bien réfléchir et à mesurer le mal qu'ils pourraient faire à l'unité de notre pays.

Le PS veut la stabilité et l'unité de la Belgique.

En revanche, le PS estime que le débat sur la constitution européenne ne peut être confisqué par quelques-uns.

Pour le PS, la ratification du Traité constitutionnel n'est pas et ne peut pas être une simple formalité ;

Une formalité qu'il faudrait accomplir à la hâte pour être, à tout prix, parmi les meilleurs élèves de la classe européenne.

Après le débat interne au PS, nous voulons un vrai débat au Parlement.

Un débat parlementaire, avec une réelle implication de la société civile, des partenaires sociaux, des forces vives de notre pays.

C'est la position que nous défendons depuis le début et que nous continuerons à défendre.

(...)

Un oui, mais un oui de combat.

Pour le PS, le Traité constitutionnel n'est pas une fin en soi.

Fondamentalement, au niveau européen, comme au niveau national, ce sont deux modèles de société qui s'affrontent en permanence : celui de la gauche et celui de la droite.

Pour les libéraux, c'est simple : la régulation publique est un frein au profit. Elle doit être amoindrie !

La concurrence et la compétitivité doivent prévaloir.

Pour eux, telle est la raison essentielle de l'Europe.

Tout le reste est secondaire.

Et peu importe pour les libéraux que leur entêtement aboutisse à faciliter les licenciements des travailleurs ;
Peu importe pour eux que de nombreuses personnes s'appauvrissent ;
Peu importe pour eux que les protections sociales soient remises en cause.

Le choix de société prôné par la droite signifie la fin de nos fonctions collectives et de nos protections sociales.

C'est le règne des petits boulots et de la précarité, le règne des assurances privées pour la pension, pour les soins de santé, etc...

Ce sont les hôpitaux et la médecine à deux vitesses.

Une pension confortable et des soins de qualité uniquement pour les riches.

Et tant pis pour les autres.

Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des slogans ou des effets de discours.

C'est très concrètement ce qui va arriver si on laisse faire certains membres de la Commission européenne qui veulent empêcher le maintien de systèmes publics de solidarité en soumettant tout à la concurrence.

C'est très concrètement ce qui va arriver, si l'on érige en dogme absolu de la construction européenne, la volonté de baisser tous les impôts, y compris ceux sur les capitaux et les plus-values financières.

C'est très concrètement ce qui va arriver, si on laisse faire l'Europe de la dérégulation.

Mes chers Amis,

Ce projet de société-là n'est pas le nôtre.

Le PS veut une Europe qui diminue les incertitudes.

Le PS veut une Europe qui réduit les inégalités sociales.

Le PS veut une Europe qui rend la vie de chacun plus facile et plus agréable.

Au contraire des libéraux, qui ne veulent aucune régulation, les socialistes veulent une vraie puissance publique européenne.

Ils veulent une puissance publique qui impose l'intérêt général et régule les forces du marché.

Une puissance publique européenne qui compense la perte des leviers d'action nationaux que la mondialisation économique a engendrée.

A cet égard, ne nous voilons pas la face, si nous voulons aboutir à un résultat, il est devenu impératif de trouver des formes plus étroites de coopération renforcée entre les pays de l'Union qui souhaitent autre chose qu'un grand marché européen.

La constitution européenne nous permet d'avancer dans certains domaines à un nombre plus réduit que 25.

C'est une opportunité que les progressistes devraient saisir.

Ne serait-ce qu'entre les douze ayant l'euro en commun, nous pourrions faire avancer une partie de l'Europe vers plus d'intégration et de force politique.

C'est le souhait du PS.

(...)

Mes Chers Camarades,

L'idée européenne est certainement l'une des plus belles de l'époque contemporaine.

C'est en tout cas une trop belle idée que pour la laisser aux conservateurs.

C'est une trop belle idée pour être réduite à une matraque libérale qui s'abattra sur la tête des plus pauvres.

Il est normal qu'aujourd'hui, nous manquions d'enthousiasme.

Parce que nous sommes exigeants.

Parce que nous ne voulons ni brader nos valeurs, ni trahir ceux qui ont courageusement donné vie au rêve européen.

Nos adversaires conservateurs disent de nous que nous sommes le parti socialiste le plus obstiné d'Europe.

Si être obstiné, c'est être fidèle à ses valeurs, alors je suis fier d'être obstiné;

Si être obstiné, c'est refuser la pensée unique du libéralisme arrogant, alors je suis fier d'être obstiné.

Si être obstiné, c'est refuser le fatalisme de la régression sociale, alors oui, Camarades, définitivement oui, je suis fier d'être obstiné.

N'en déplaise à ceux qui, en Belgique et dans le monde, considèrent l'idéologie néo-libérale comme une science ou comme une vérité révélée.

Non, toutes les libéralisations ne sont pas des solutions rationnelles mais très souvent des dépeçages scandaleux de notre patrimoine collectif.

Non, le service public n'est pas un gros mot.

Non, la remise en cause de notre système de sécurité sociale n'est pas une fatalité.

Oui, une autre Europe est possible !

Dans son combat, camarades, le PS n'est pas seul.

Il est aux côtés de tous les militants de cette « autre mondialisation » dont nous rêvons tous.

Il est aux côtés de tous ceux, jeunes et moins jeunes, qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche.

Il est aux côtés de ceux qui se battent pour la paix, pour le partage des richesses, pour les services publics, pour le droit à l'éducation, à la santé, à la justice...

Le PS sera toujours aux cotés du plus faible, du malade, du laissé pour compte.

Le PS veut reconstruire une autre Europe, qui sera enfin celle des gens.

Ce combat n'est évidemment pas gagné d'avance, mais les socialistes en ont remporté bien d'autres par le passé qui étaient aussi difficiles.

Qui aurait cru il y a 120 ans que les ouvriers voteraient, toucheraient une retraite, se feraient soigner gratuitement, partiraient en vacances ?

Qui aurait cru que l'école de leurs enfants serait gratuite, pour les sortir ensuite de l'ignorance et de la misère ?

Qui aurait cru que les femmes accéderaient à tous les niveaux de pouvoir et pourraient librement disposer de leur vie ?

Oui, le combat européen s'inscrit dans la continuité des grandes luttes que nous menons depuis la création du P.O.B en 1885.

Chers Camarades,

La grande masse des travailleurs, des sans-emploi, des retraités, des malades, des personnes handicapées, des enfants défavorisés ne se laissera pas écraser par le pouvoir de l'argent.

Nous sommes des leurs et nous lutterons toujours pour eux, avec eux !

Ils sont l'Europe, l'Europe pour laquelle nous avons choisi de nous engager.

Alors continuons le combat, camarades,

Et que vive l'Europe des gens.